



Conseil économique  
et social

Distr.  
LIMITÉE

E/AC.51/1995/L.3/Add.2  
8 juin 1995  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITÉ DU PROGRAMME ET DE LA COORDINATION  
Trente-cinquième session  
15 mai-9 juin 1995  
Point 8 de l'ordre du jour

ADOPTION DU RAPPORT DU COMITÉ SUR LES TRAVAUX  
DE SA TRENTE-CINQUIÈME SESSION

Projet de rapport

Additif

Rapporteur : M. Hisham ELZIMAITY (Égypte)

PROJET DE BUDGET-PROGRAMME POUR L'EXERCICE BIENNAL 1996-1997

Première partie

1. Le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997 a été présenté par le Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion et par le Contrôleur à la 10e séance du Comité du programme et de la coordination, le 23 mai 1995.
2. Le Comité a été informé que la considération primordiale présidant à l'établissement du budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997 était de présenter un projet qui réponde pleinement et de la manière la plus rentable aux mandats donnés par les États Membres. Le niveau des ressources proposées, en termes comparables, était inférieur à celui des ouvertures de crédits révisées de 1994-1995 et inférieur également aux montants retenus dans le plan général du budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997. Les directeurs de programme se sont résolument efforcés de gagner en efficience, grâce à une rationalisation des programmes de travail, une amélioration de la productivité et une simplification des procédures de travail, ce qui a permis de faire des économies sans gêner l'exécution des activités prescrites. Le Comité a été informé que le Secrétariat continuerait d'examiner les chevauchements et doubles emplois.
3. Le Comité a aussi été informé que la répartition des ressources était faite en fonction des domaines prioritaires identifiés dans le plan à moyen terme pour la période 1992-1997 tel que révisé<sup>1</sup> et également de ceux qui apparaissent dans

le plan général du budget, à savoir : affaires politiques, coopération internationale et régionale pour le développement, droits de l'homme, affaires humanitaires et contrôle interne.

4. Il a été souligné au Comité que, dans sa nouvelle présentation, le budget comprenait une première partie se suffisant à elle-même, donnant une image globale du budget sans qu'il soit besoin de se référer à ses différents chapitres. Parmi les nouveaux éléments figuraient des résumés de chaque chapitre du budget, des informations supplémentaires sur les dépenses de l'exercice biennal 1992-1993 et des informations sur les dépenses extrabudgétaires ainsi que sur les projections par objet de dépense.

5. À ses 10e à 13e séance, les 23 et 24 mai, le Comité a examiné la première partie du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997.

#### Examen de la question

6. Quelques délégations se sont déclarées préoccupées par la diminution du nombre de sous-programmes du projet de budget-programme et ont souligné la nécessité d'un examen approfondi de cette question au cours de la cinquantième session de l'Assemblée générale.

7. Un certain nombre de délégations ont accueilli favorablement la réduction importante des niveaux de ressources prévue dans le projet de budget du Secrétaire général pour l'exercice biennal 1996-1997, qui doit être obtenue par la recherche d'une efficience maximale. Plusieurs autres délégations ont reconnu les exigences accrues auxquelles devait faire face l'Organisation et souligné qu'une réduction du budget ne devrait pas être perçue comme signifiant un amenuisement du rôle de l'Organisation et qu'une telle réduction ne devrait pas compromettre le bon déroulement de tous les programmes et activités prescrits. Ces délégations se sont inquiétées de l'éventuel effet négatif de ces réductions sur la mise en oeuvre des programmes, notamment ceux qui relèvent du domaine économique. Un certain nombre de délégations ont estimé qu'il incombait aux États Membres de veiller à ce qu'il n'y ait aucune discordance entre les mandats et les ressources et souligné qu'une fois le budget approuvé, il était essentiel que les États Membres remplissent leurs obligations financières en s'acquittant intégralement, en temps voulu et sans conditions de leurs quotes-parts.

8. Plusieurs délégations ont souligné l'importance qu'il y avait de s'en tenir strictement aux priorités énoncées dans le plan à moyen terme pour la période 1992-1997 tel que révisé notamment en ce qui concerne le relance économique en Afrique et les programmes pertinents, principalement le programme 45. D'autres délégations ont rappelé que dans la résolution 41/213 du 19 décembre 1986, l'Assemblée générale avait prié le Secrétaire général, lorsqu'il établirait les budgets biennaux, d'indiquer les priorités reflétant les orientations générales, par grand secteur, et ont estimé que les priorités indiquées dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997 étaient appropriées.

9. Quelques délégations se sont demandé s'il était approprié d'inclure le contrôle interne dans les priorités reflétant les orientations générales par grand secteur, et ont souligné qu'il ne s'agissait pas en soi d'une activité de

fond de l'Organisation ni d'une priorité convenue par l'Assemblée générale et qu'elles n'approuvaient pas l'augmentation proposée du budget du Bureau des services de contrôle interne au détriment des autres activités prescrites de l'Organisation. Une délégation a contesté le bien-fondé de l'augmentation du budget du Bureau, qu'elle trouvait excessive et disproportionnée eu égard au fait qu'il ne s'agissait pas d'une priorité décidée par l'Assemblée générale. De nombreuses délégations ont regretté que le Secrétariat n'ait pas tenu pleinement compte des vues exprimées par les États Membres lors de l'examen du plan général de budget (A/49/310) au cours de la quarante-neuvième session et ont estimé qu'il devrait se conformer strictement aux décisions des États Membres. D'autres délégations ont manifesté leur appui au renforcement du Bureau, qui jouait un rôle important dans tous les programmes, et souligné qu'il avait besoin des ressources additionnelles proposées dans le projet de budget.

10. De nombreuses délégations se sont déclarées préoccupées par la réduction proposée des ressources consacrées au développement, en dépit de leur caractère prioritaire, et ont souligné la nécessité de veiller à ce que des ressources suffisantes soient consacrées aux activités de développement. D'autres délégations ont souligné en particulier qu'elles étaient en faveur de la désignation des droits de l'homme, des affaires humanitaires, du maintien de la paix, de la diplomatie préventive et du contrôle interne comme domaines prioritaires. Quelques délégations ont estimé que des programmes prioritaires tels que les droits de l'homme et les affaires humanitaires devraient se voir octroyer des ressources supérieures à celles qui avaient été proposées. D'autres délégations ont émis des doutes sur les propositions tendant à fournir des ressources additionnelles aux programmes relatifs aux droits de l'homme et aux affaires humanitaires. Certaines délégations ont souligné que le programme de travail pour 1996-1997 devrait refléter ainsi qu'il convenait tous les mandats de la Déclaration et du Plan d'action de Vienne adoptés par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, notamment en ce qui concerne le droit au développement. Quelques délégations ont aussi souligné la nécessité de faire en sorte que le projet de budget concernant les affaires humanitaires soit conforme à la résolution 46/182 de l'Assemblée générale en date du 19 décembre 1991.

11. Quelques délégations ont regretté que le Secrétaire général propose de transférer des postes du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix au budget ordinaire sans aucun mandat des organes délibérants. Ces délégations ont souligné qu'il importait que le transfert des ressources soit traité de manière égale à tous les chapitres du budget. D'autres délégations ont souligné que le Secrétaire général avait mandat d'exécuter les activités d'appui aux opérations de maintien de la paix, que le transfert de postes proposé ne concernait que la méthode de financement et qu'il faisait donc légitimement partie du projet de budget du Département des opérations de maintien de la paix.

12. Certaines délégations ont souligné que le Secrétaire général n'était pas habilité à proposer d'établir à Vienne un service d'appui à la reconstruction et au développement en Europe centrale et en Europe orientale et ont exprimé des doutes au sujet de certaines des activités qu'on envisageait de confier à ce service. Cependant, d'autres délégations ont souligné que le Secrétaire général avait un mandat pour ces activités et ont appuyé le transfert du service en question comme devant permettre d'exécuter dans de meilleures conditions

d'économie et d'efficacité les activités prescrites par les organes délibérants. Plusieurs délégations ont noté que la proposition du Secrétaire général portait sur la création d'un nouveau bureau, alors que le Comité avait été informé par le représentant du Secrétaire général que l'on envisageait de transférer à Vienne le service établi actuellement à Genève. On a donc souligné également qu'il était nécessaire d'avoir des informations plus claires. Certaines délégations ont insisté sur le fait que les activités ayant trait à la reconstruction et au développement de l'Europe centrale et de l'Europe orientale devraient continuer d'être menées par la CEE.

13. En ce qui concerne les activités de l'exercice biennal en cours qui n'ont pas été reportées sur l'exercice biennal 1996-1997 et qui représentent un montant de 92,8 millions de dollars, de nombreuses délégations ont noté que ces ressources étaient affectées à des activités ayant trait à la préparation et à la convocation des conférences mondiales prévues pendant l'exercice biennal 1994-1995, à l'achèvement de missions spéciales comme la MONUAS, à l'achèvement des activités dans le domaine de l'apartheid et à l'achèvement d'importants travaux entrepris à la CEA.

14. Nombre de délégations ont souligné que la diminution du montant des ressources ne devrait pas avoir d'incidences négatives sur les domaines prioritaires, le développement économique des pays en développement et, en particulier, le redressement économique de l'Afrique. Elles ont souligné la nécessité d'augmenter le montant des ressources du budget ordinaire et des ressources extrabudgétaires prévues à la section 7B (Afrique : situation économique critique, redressement et développement) et fait valoir l'importance qu'il y avait à appuyer pleinement les programmes concernant l'Afrique.

15. De nombreuses délégations ont souligné l'importance des activités de suivi de toutes les grandes conférences et estimé que le Secrétaire général devrait s'employer activement à fournir un montant adéquat de ressources pour assurer le suivi de ces conférences. Elles ont noté que la question du montant adéquat des ressources destinées aux activités de suivi du Sommet mondial pour le développement social, du neuvième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants et de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes serait examinée à la lumière des décisions de l'Assemblée générale. Certaines délégations ont craint que le fait de n'avoir pas ouvert de crédit pour de telles activités et pour d'autres activités additionnelles prévues, comme des missions spéciales, puisse donner une idée inexacte de l'importance de la croissance du budget. Certaines délégations ont souligné la nécessité d'améliorer la coordination entre le Département des services d'appui et de gestion pour le développement, le Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques et le Département de la coordination des politiques et du développement durable et ont estimé que la répartition des responsabilités entre ces départements devrait être conforme aux mandats respectifs de ceux-ci.

16. De nombreuses délégations se sont inquiétées de l'impact négatif du processus de restructuration sur l'exécution de certains programmes. Elles ont souligné également qu'il fallait, dans un souci d'efficacité, établir une distinction en fonction de la nature des différentes activités. D'autres délégations se sont félicitées des gains d'efficacité qui avaient été rendus

possibles par la rationalisation des programmes de travail, l'amélioration de la productivité consécutive à l'introduction d'améliorations techniques, la simplification des procédures et les réductions intervenues en ce qui concerne les travaux contractuels d'imprimerie, les voyages, les consultants, les fournitures, le matériel et les frais généraux de fonctionnement. Elles ont estimé qu'en conséquence, il ne fallait pas craindre un impact négatif sur les activités prescrites par les organes délibérants.

17. Un certain nombre de délégations se sont interrogées sur le bien-fondé du montant des ressources allouées au titre des services de consultants et sur la nécessité de faire appel à des concours extérieurs. Elles se sont inquiétées que l'on dépende à ce point des consultants au lieu de faire appel aux fonctionnaires et aux compétences disponibles sur place.

18. Un certain nombre de délégations ont noté qu'à la suite de la réévaluation des coûts, les États Membres verraient augmenter le montant nominal de leurs contributions par rapport à l'exercice biennal 1994-1995. D'autres délégations ont déclaré que cette situation était entièrement justifiée, compte tenu de la méthode de réévaluation des coûts en vigueur. Une délégation a dit que cela ne serait pas acceptable et a exigé que l'on réalise des économies nettement plus importantes pour l'exercice biennal 1996-1997. Plusieurs délégations se sont préoccupées de l'effet de la prochaine réévaluation des coûts et ont dit que tout devrait être mis en oeuvre pour améliorer le rapport coût-efficacité des activités additionnelles qui pourraient apparaître vers la fin de l'année.

#### Conclusions et recommandations

19. Le Comité a salué les efforts déployés par le Secrétaire général pour présenter un programme de budget dans les délais voulus et a pris note des éléments nouveaux introduits dans la présentation du budget.

20. Le Comité a noté que le montant total des ressources demandées par le Secrétaire général était inférieur au montant prévu dans le plan général du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997; il a noté également les assurances données par le Secrétaire général que pareille réduction ne compromettrait nullement l'exécution de tous les programmes et activités prescrits par les organes délibérants.

21. Le Comité a recommandé de fonder les propositions concernant le montant des ressources à prévoir dans le budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997 sur le plan à moyen terme pour la période 1992-1997 tel que révisé et sur les directives arrêtées postérieurement à l'adoption du plan à moyen terme ou à ses dernières révisions.

22. Le Comité a pris note de la méthode utilisée pour élaborer le projet de budget-programme.

23. Le Comité a pris note des améliorations apportées dans la présentation du budget et des éléments supplémentaires que comportait la nouvelle présentation, notamment l'indication des ressources extrabudgétaires et de leur corrélation avec le budget ordinaire, comme le Comité l'avait demandé précédemment.



Note

<sup>1</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-septième session, Supplément No 6 et rectificatif (A/47/6/Rev.1 et Corr.1), vol. I et II.

-----